Catalina SAGARRA MARTIN, dir., *Le Génocide des Tutsi. Rwanda, 1994. Lectures et écritures*

Québec, Presses de l'université Laval, coll. Mémoire et survivance, 2009, 290 p.

Pierre Halen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7025>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7025

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2012

Pagination : 362-364

ISBN : 978-2-8143-0130-6

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Pierre Halen, « Catalina SAGARRA MARTIN, dir., *Le Génocide des Tutsi. Rwanda, 1994. Lectures et écritures* », *Questions de communication* [En ligne], 22 | 2012, mis en ligne le 08 janvier 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7025>

Si l'on considère l'ouvrage dans son ensemble, presque toutes les contributions (même celles qui sont écrites par des auteurs allemands) se placent dans une perspective française. Ce sont les perceptions et représentations françaises qu'on interroge. Si on prend pour exemple la contribution d'Hannah Milling qui analyse le discours sur l'Allemagne réunifiée dans une vingtaine d'ouvrages français, on aurait très bien pu imaginer une contribution « miroir » consacrée à des ouvrages allemands similaires sur la France, surtout si on ne prend pas seulement en compte ce que ces ouvrages disent sur les représentations de l'autre, mais aussi ce qu'ils disent sur leurs auteurs ou la représentation de soi-même.

En ce qui concerne la conception générale du volume, le lecteur cherchant une cohérence est mis à l'épreuve, l'ordre des textes étant parfois surprenant, impression probablement renforcée par l'absence de blocs thématiques. La conclusion d'Ulrich Pfeil ne compense que partiellement ce manque de cohérence. En revanche, elle souligne l'intérêt et le caractère passionnant de la thématique générale de l'étude de la construction et de la déconstruction des mythes et soulève la question de l'importance de – nouveaux – mythes pour l'avenir des relations franco-allemandes. Toutefois, comme c'est souvent le cas avec les ouvrages collectifs, les principales critiques à formuler concernent plutôt des manques que les contributions présentes. Ainsi s'étonne-t-on de ne pas trouver d'article qui consacre à la notion même d'« ennemi héréditaire », dans le prolongement des travaux de Michael Jeismann (*La patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, Paris, CNRS Éd., 1997) sur l'avant-1918. Autre carence : il nous semble que les années 30 et la Seconde Guerre mondiale auraient mérité plus d'attention. Leur importance pour la mythologie franco-allemande de l'après-guerre est remarquablement analysée dans de nombreuses contributions, mais le rôle du mythe pour les relations franco-allemandes pendant les décennies 30-50 ne fait l'objet d'aucun article – à l'exception des remarques d'Andreas Wilkens sur le mythe de Rapallo et le traité germano-soviétique de 1939. Par ailleurs, l'espace frontalier est le grand absent de l'ouvrage. L'importance des relations centre-périphérie pour la représentation de l'autre aurait pu être approfondie. Il est évident que, notamment, le Rhin et sa mythologie, ou l'Alsace-Lorraine, ont constitué et constituent toujours à eux seuls matière pour de nombreux travaux. On trouve quelques éléments dans la contribution de Sandra Tauer sur l'emploi de stéréotypes dans la perception des mouvements

de protestation contre l'énergie nucléaire dans la région du Haut-Rhin qui montre que certains acteurs assimilaient l'« amour de la nature » des Alsaciens avec celui des Allemands, en le différenciant ainsi de la mentalité de l'« Innerfrankreich ».

En conclusion, si une des tâches les plus importantes des sciences sociales en général et de l'histoire contemporaine, en particulier, est de contribuer à une meilleure compréhension du présent à la lumière du passé, cet ouvrage est particulièrement bienvenu. Pour qui veut comprendre le rôle des représentations et du mythe dans les relations entre la France et l'Allemagne de nos jours, il fournit des articles bien informés, éclairants et stimulants.

Christoph Brüll

FNRS, université de Liège, Belgique
Christoph.Brull@ulg.ac.be

Catalina SAGARRA MARTIN, dir., *Le Génocide des Tutsi. Rwanda, 1994. Lectures et écritures*.

Québec, Presses de l'université Laval, coll. Mémoire et survivance, 2009, 290 p.

Ce recueil d'études est issu de la rencontre de « plus de 160 chercheurs et praticiens des quatre coins du monde » (p. ix) qui s'est tenue à Kigali en 2006, 12 ans après le génocide au Rwanda, avec le soutien de l'Agence canadienne pour le développement international et celui des autorités rwandaises (ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture). Ce contexte était évidemment de nature à favoriser les orientations mémorielles, et plus généralement sociétales, des débats ; c'est du moins ce dont témoigne un sommaire constitué de 13 articles finalement publiés, dont quatre seulement concernent directement les « lectures et écritures » annoncées par le titre (ceux de Catalina Sagarra, Josias Semujanga, Audrey Alvès, Issa Issantu Tembé). Les autres sont à situer dans l'horizon plus large de l'histoire du pays, de la mémoire des victimes, des questions juridiques et judiciaires, de la pédagogie ou de la spiritualité, plus marginalement celui des médias. La majorité des contributions proposent soit des essais de synthèse (panorama historique, principes de droit), soit des points de vue « appliqués » à partir d'une perspective sociale concrète. Dans ce contexte, il n'y avait donc pas lieu d'attendre de très nettes avancées dans le domaine de la recherche, même au-delà du domaine littéraire annoncé par le sous-titre. C'est dire à la fois les limites (le gouvernement rwandais est tout sauf une instance neutre en matière de mémoire historique et le point de vue canadien n'est pas non

plus celui de Sirius), mais aussi la gravité des propos : les morts n'étaient pas loin, les rescapés et les familles des victimes étaient présentes. Le choix du lieu a aussi eu une autre conséquence, celle de permettre une participation relativement importante de chercheurs rwandais, ce qui n'aurait pas été le cas, pour des raisons matérielles, si la rencontre avait eu lieu à Montréal ou ailleurs ; c'est là un aspect particulièrement positif.

Le volume est illustré par des reproductions en couleur de tableaux et de dessins dus au peintre Léonard Minni, rescapé du génocide ; un bref entretien avec celui-ci, aussi émouvant qu'intéressant, figure en fin d'ouvrage. En revanche, le livre est un peu déparé par un défaut de finition rédactionnelle à divers endroits et, s'il propose des notices concernant les contributeurs, un index aurait assurément été utile. Il n'y a pas de bibliographie générale, mais des bibliographies en fin d'article qui sont de portées et d'intérêts très inégaux. La préface de Gasana Ndoba et le discours d'ouverture (ce dernier dû au président de l'association Ibuka, François-Xavier Ngarambe) retracent le cadre évoqué ci-dessus : c'est leur mission. Vient ensuite une longue évocation historique proposée par Jean-Marie Kayishema, écrivain dramatique, critique, enseignant de littérature à Butare et auteur d'une thèse sur les épopées africaines. On y brasse une mémoire qui revient sur les « mythes et croyances fondateurs de l'identité rwandaise » et on en retient surtout les éléments qui contribuent à « assurer la paix et l'harmonie dans une communauté » (p. 20), les parties moins probantes du mythe de Gihanga (singulièrement le « concours » légendaire qui « explique » la supériorité de Gatutsi) étant édulcorées dans une note (n° 12) et les interprétations moins consensuelles qualifiées d'« idéologiques ». C'est de bonne guerre, dira-t-on, s'il s'agit bien de penser avant tout la réconciliation nationale, comme ce sera le cas en fin de volume. De ces mythes, Jean-Marie Kayishema en vient à un récit de l'histoire moderne, non sans passer par l'histoire quasi obligée du « racisme anti-Noir » et de l'influence des missionnaires, les deux influences extérieures au pays s'étant liguées pour provoquer le « génocide culturel », c'est-à-dire « ébranler de force les fondements culturels de la nation par la destruction de ses mythes et croyances » (p. 27). Attribuant aux « élites tutsi » le mérite d'avoir « mordu à l'hameçon du nationalisme international » (et en passant sous silence le fait déclencheur antérieur qu'ont constitué la charte de l'ONU et ses conséquences en termes de démocratisation), Jean-Marie Kayishema conclut en valorisant le « sens vrai » de l'« ethnienation » (note 20) et en plaidant pour « l'implantation de nouveaux mythes modernes » (p. 30), qui ne falsifieraient pas l'histoire (*ibid.*) : la démocratie peut-

être, mais préférentiellement selon lui, le retour au « vieux mythe de Gihanga qui unissait si bien les groupes humains peuplant le pays » (p. 31).

Des analyses d'objets plus limités suivent cette large mise en contexte. La première concerne le roman *La Phalène des collines* de Koulsy Lamko (Paris, Éd. Le Serpent à plumes, 2000), une entreprise littéraire audacieuse qui n'a certes pas fait l'unanimité. Josias Semujanga entend la défendre et l'illustrer par une étude compréhensive qui fait notamment apparaître une mémoire historique assez bien accordée à celle que proposait Jean-Marie Kayishema auparavant, mais aussi des réminiscences césairiennes. « Procès esthétique » et « procès axiologique » (p. 61), mise en œuvre du fantastique, polyphonie qui permet de « condamner plusieurs discours » (p. 68), autant d'éléments qui démontrent, selon l'auteur, « la dimension littéraire inégalee » de ce roman (*ibid.*). L'étude linguistique qui suit, consacrée à la « théâtralisation du génocide », nourrit des ambitions qui paraissent démesurées, en l'occurrence, rien de moins que « milite[r] pour l'avènement d'une sémiotique narrative post-génocidaire ». Sa présence se justifie sans doute par le fait qu'elle est due à un chercheur provenant de l'espace régional (université de Lubumbashi, en République démocratique du Congo), ce qui effectivement est très positif, compte tenu du contexte politique. Plus convaincante paraît l'analyse de Jean-Marie V. Rurangwa, même si elle porte sur un aspect qui a déjà fait couler beaucoup d'encre : la déshumanisation et notamment l'animalisation discursive des représentations. Procédant de manière comparatiste, l'auteur du *Génocide des Tutsi expliqué à un étranger* (Lille/Bamako, La Mémoire vive/Le Figuiier/Fest'Africa, 2000) revisite successivement les discours relatifs à la Shoah et à l'antisémitisme depuis le Moyen Âge, ensuite le « génocide des Indiens d'Amérique », le « calvaire des Noirs » emmenés en esclavage, avant d'en venir au Rwanda et à la théorie hamitique déjà évoquée par Jean-Marie Kayishema.

En revanche, on sort des sentiers battus avec la contribution d'Audrey Alvès, même si elle se présente sous une forme essentiellement apéritive : c'est en réalité l'argumentation d'un projet de recherche, celui d'une thèse qui devrait arriver à soutenance en 2012, et à laquelle on se reportera avec avantage. Contentons-nous de dire que l'auteure s'intéresse moins aux faits, voire même aux témoignages, qu'aux modalités de la production et de la diffusion de ceux-ci ; une discipline des études littéraires, la génétique textuelle, sera sollicitée pour l'analyse des avant-textes des livres bien connus de Jean Hatzfeld. En somme : un corpus, une méthode, une problématique ; à ce standard ne

correspondent en réalité que peu de contributions de ce volume. À celle d'Audrey Alvès on peut ajouter celle de Josias Semujanga, déjà évoquée, mais aussi celle de Catalina Sagarra qui, en mobilisant les ressources de la sémiotique des passions, étudie « comment deux femmes – Y. Mukagasana et M.-A. Umurerwa – survivantes du génocide, tentent de mettre en discours les événements qui les ont anéantis » (p. 152) et qui les ont obligées à repenser les dimensions essentielles de leur existence. Dans un préambule, Catalina Sagarra qualifie de « passeurs de responsabilité » non seulement les témoins, mais aussi les « témoins de témoins » et la critique elle-même. La suite du volume illustrera davantage cette conviction. On y lit le témoignage de Florence Prudhomme, active dans le projet d'une maison de quartier à Kimironko, qui réfléchit, en écoutant la parole des rescapées, à ce que peut vouloir dire « habiter », « reconstruire », « photographier » le Rwanda. On trouve ensuite deux contributions à caractère juridique : l'une porte sur la « justice réparatrice » des *gacaca* (« tribunaux communautaires ») mis en place au Rwanda depuis 2001 (et dont l'exercice vient de s'achever en 2012), l'autre sur la question générale du droit et de l'exercice judiciaire en matière de crime contre l'humanité. Une contribution évalue le rôle des médias (ici appelés la « télématique »), sous le signe du « système éducatif ». Assez approximative dans ses rappels historiques, elle ne se réfère pas aux travaux existants ; en revanche, elle multiplie les suggestions de perspectives « appliquées » pour le futur. Enfin, les dernières contributions ont pour objet certaines conséquences concrètes, à long terme, du génocide : l'écoute spirituelle des rescapés et la difficile question du pardon. En somme, c'est un ouvrage dont les bonnes intentions sont évidentes, et dont l'utilité autant que la pertinence sont justifiées de ce point de vue, mais dont l'apport à la recherche paraît limité aux quelques contributions mises en évidence ci-dessus.

Pierre Halen

Écritures, université de Lorraine
 pierre.halen@univ-lorraine.fr

Technologies

Cécile GARDIÈS, dir., *Approche de l'information-documentation. Concepts fondateurs*.

Toulouse, Cépaduès, 2012, 232 p.

Toute discipline scientifique repose sur la définition de son cadre théorique, c'est à dire d'« outils intellectuels pour interpréter, donner du sens, produire du savoir, mais aussi pour penser des actes et fonder la pratique » (P. 13). L'ouvrage collectif, proposé par

l'équipe Médiations en information et communication spécialisées (MICS) du Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (LERASS) et l'unité mixte de recherche Éducation, Formation, travail et savoirs de l'École nationale de formation agronomique de Toulouse, contribue à mettre en lumière les fondations des sciences de l'information et de la documentation en proposant une sélection argumentée et critique des concepts fondamentaux de la recherche et de l'enseignement. Les contributions de cet ouvrage d'initiation théorique destiné essentiellement aux étudiants, mais aussi aux chercheurs en sciences de l'information et de la communication (sic), s'articulent autour de trois chapitres abordant chacun trois concepts choisis.

Le premier chapitre est une entrée en matière par les concepts constituant le socle de la discipline. D'abord, celui d'*information*, pour lequel Josiane Senié-Demeurisse et Viviane Couzinet évaluent de multiples définitions tout en accordant une place importante aux travaux de Jean Meyriat, l'un des pères fondateurs de la science de l'information. Pour ce dernier « l'information n'existe pas en tant que telle si elle n'est pas effectivement reçue. Pour l'esprit qui la reçoit, elle est connaissance, et vient modifier son savoir implicite ou explicite » (p. 21). La place du concept est alors examinée vis-à-vis de la communication, de la connaissance, du savoir. Deux distinctions principales sont opérées. La première lève une ambiguïté entretenue par un contexte social lui-même marqué par la technologie, qui tend à ramener l'*information* à la définition mathématique de Claude Shannon et Warren Weaver. La seconde distinction s'opère entre l'*information médiatique*, diffusée par les médias vers leur public, et l'*information scientifique et technique*, objet privilégié des sciences de l'information. Le chapitre se poursuit par une contribution de Patrick Fraysse visant clairement à montrer la complexité du concept de *document*. Pour l'auteur, « le document est une promesse, un horizon que l'usage atteint ou fait émerger à son statut de support d'information par son usage » (p. 68). Son argumentation s'appuie sur les travaux de Paul Otlet et de Suzanne Briet, par lesquels le concept est approché à travers sa matérialité, sa stabilité spatiotemporelle et l'intentionnalité liée à sa création. La pensée de Jean Meyriat, pour qui le document est « un artefact puisqu'il n'existe en tant que document qu'à partir du moment où le récepteur l'identifie comme tel » (p. 53), est également rappelée, distinguant ainsi le document par *intention* (reconnu comme tel par son auteur) du document par *attribution* (reconnu par son destinataire). La réflexion s'ouvre ensuite sur la place du document comme